

Unité interdépartementale des deux Savoie

Chambéry, le 08/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MHM MANUFACTURE DE HAUTE MAROQUINERIE

ZAE Les Combaruches
825 boulevard Jean Jules Herbert
73100 AIX LES BAINS

Références : 20220119-RAP-MHM-Inspection

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2022 dans l'établissement MHM MANUFACTURE DE HAUTE MAROQUINERIE implanté ZAE Les Combaruches 825 boulevard Jean Jules Herbert 73100 AIX LES BAINS. L'inspection a été annoncée le 18/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MHM MANUFACTURE DE HAUTE MAROQUINERIE
- ZAE Les Combaruches 825 boulevard Jean Jules Herbert 73100 AIX LES BAINS
- Code AIOT dans GUN : 0006108959
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise LES MAROQUINERIES DES ALPES - MANUFACTURE DE HAUTE MAROQUINERIE du groupe HERMES INTERNATIONAL est située ZAC des Combaruches, sur les hauteurs d'Aix-les-Bains.

L'activité principale du site est la fabrication d'articles de maroquinerie à partir de cuirs tannés et teints. (Les opérations de tannage et de teinte ne sont pas réalisées sur le site d'Aix-les-Bains).

Au titre de la réglementation des Installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) le site est classé à Autorisation au titre de la rubrique n° 2360 relative aux "ateliers de maroquinerie ou travail des cuirs et peaux".

L'effectif présent sur site est de 293 personnes.

Le site fonctionne du lundi au vendredi de 6 h 45 à 17 h 30.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Défense incendie (RIA et bassin de confinement)

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 7.5.4	Installer un robinet incendie armé (RIA) magasin matières premières	Sans objet
Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 13/08/2009, article 7.5.6.1	Transmettre un document montrant que le bassin de rétention est opérationnel.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre à l'inspection une étude incendie réalisée par un bureau d'étude spécialisé afin de valider les dispositions mises en place (nombre, quantité et nature des extincteurs nécessaires à la défense incendie du site).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, PGS
<p>Constats :</p> <p>Un robinet incendie armé (RIA) a été installé dans le "magasin matières première". Compte tenu de la disposition des tables de travail et des divers équipements présents, l'utilisation des RIA n'est pas possible. Par ailleurs compte tenu des faibles quantités de matières combustibles, de la présence continue de personnel en période d'activité permettant une intervention rapide en cas de sinistre, le SDIS recommande la mise en oeuvre d'extincteurs en lieu et place des RIA prévus initialement.</p> <p>Par ailleurs l'alimentation électrique de puissance est coupée en dehors des périodes de travail et le site est placé sous vidéosurveillance.</p>
<p>Type de suites proposées : une étude incendie sera réalisée par un bureau d'étude spécialisé afin de valider les dispositions mises en place (nombre, quantité et nature des extincteurs nécessaires à la défense incendie du site). Cette étude sera transmise à l'inspection des installations classées sous 6 mois.</p>
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/08/2009, article 7.5.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, PGS
Constats : Le rapport de réception BPI-005VR1716OPR-1.1a, a été transmis à l'inspection. Le bassin de rétention des eaux d'incendie est constitué de tubes métalliques revêtus enterrés d'un volume de 540 M ³ Des essais d'étanchéité ont été effectués le 03/05/2019. Ceux-ci ont montré l'étanchéité du dispositif. Suite à ces essais, l'ouvrage a été mis en exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet